

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 46

**MINISTERE
DES TRANSPORTS**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 602: AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE SÛRETÉ ET SECURITÉ DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORTS ET AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE COLLECTE DES DONNÉES MÉTÉOROLOGIQUES	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	14
2.2.	PROGRAMME 603: AMÉLIORATION DES CONDITIONS, MOYENS DE TRAVAIL ET PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE AU MINT	21
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	22
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	23
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	25
2.3.	PROGRAMME 607: DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE BASE	29
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	30
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	30
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	30
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	32

3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	37
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	38
3.2.	LEÇONS APPRISES	42
3.3.	PERSPECTIVES	43

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Conformément aux nouvelles orientations stratégiques de l'Etat définies par le Gouvernement et inspirées de la *Vision Cameroun Horizon 2035*, du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et de la loi de 2007 portant Régime Financier de l'Etat (RFE), le Ministère des Transports (MINT) s'est fixé un certain nombre d'objectifs stratégiques, à savoir :

Mettre en place un cadre institutionnel et infrastructurel cohérent, capable de suivre, de s'adapter à l'évolution et à la dynamique des échanges tout en s'arrimant aux exigences de la mondialisation ;

Mettre en place un système intégré, sûr et fiable, à travers plus de cohérence multimodale et favoriser la réduction des accidents tout en faisant décroître les délais et coûts de transport, aussi bien sur le périmètre national que dans le cadre des opérations de passage des marchandises en transit ;

Mettre en place un système de collecte moderne et performant de traitement et de diffusion des données météorologiques.

En effet, les contraintes nationales, sous-régionales et régionales, en perpétuelle évolution, imposent la modernisation permanente des infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires, routières, maritimes et météorologiques en vue de contribuer à la réalisation des objectifs globaux du DSCE.

Les priorités nationales, dans ce sous-secteur, consistent non seulement à mettre en place des politiques permettant de mieux cerner l'évolution et la dynamique des échanges tout en s'arrimant aux exigences de la mondialisation, mais aussi à privilégier une approche multimodale afin de bâtir à moindre coût un réseau de transport intégré et performant, quadrillant tout l'espace national et résolument ouvert sur les pays voisins, dans l'optique de faire du Cameroun un carrefour des échanges en Afrique centrale.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Aux termes du décret n°2012/250 du 1er juin 2012 portant organisation du Ministère des Transports (MINT), le Ministre des Transports est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de transports et de sécurité routière.

A ce titre il est chargé :

d'étudier et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures législatives ou réglementaires relatives aux transports ;

d'étudier et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à la prévention routières, en liaison avec les administrations concernées ;

de veiller au développement coordonné de tous les modes de transport ;

d'assurer ou de contrôler l'organisation et le fonctionnement des transports aériens, ferroviaires, routiers, maritimes et fluviaux ;

d'assurer ou de contrôler l'organisation et le fonctionnement des transports routiers et de la sécurité routière, en liaison avec les administrations concernées ;

- de suivre la mise en œuvre et l'exécution du plan sectoriel des transports ;
- de l'aviation civile, des navigations fluviales et maritimes, des transports routiers et ferroviaires et de la météorologie ;
- d'assurer la formation professionnelle des personnels de transports.

Au regard des missions sus-listées du MINT, il ressort que le Gouvernement a accordé une importance particulière au rôle des transports dans la stratégie de développement de l'économie camerounaise.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Pour rendre effectifs les objectifs sus-évoqués, le Ministère des Transports s'est doté de deux programmes opérationnels et d'un programme support, dans le cadre de son Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2013-2017, tels que déclinés ci-après :

- **Programme 607** : Développement et réhabilitation des infrastructures de base;
- **Programme 602** : Amélioration du système de sûreté et de sécurité des différents modes de transport et amélioration du système des données météorologiques ;
- **Programme 603** : Amélioration des conditions, moyens de travail et promotion de la bonne gouvernance au MINT.

Les trois (3) programmes du Ministère des Transports ont été mis en œuvre dans un environnement marqué par les principaux facteurs suivants : de nombreuses instructions du Chef de l'Etat appelant la redynamisation du système des Transports et la mise en place de nouveaux outils d'exécution du budget, la crise centrafricaine.

S'agissant des instructions du Chef de l'état, trois temps forts ont marqué l'année 2013. Tout d'abord, les inondations dans le Grand Nord en fin 2012. En effet, dans son allocution à l'occasion de sa visite aux populations victimes des inondations dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord le 20 septembre 2012, le Président de la république a instruit qu' : « ***il conviendrait de renforcer à tous les niveaux et de manière régulière, l'information météorologique, afin de permettre aux populations de disposer de renseignements utiles sur les variations climatiques*** ». La mise en œuvre de cette très haute instruction marquera donc fortement l'année 2013 au MINT. Ensuite, le Chef de l'Etat a effectué en 2013, des visites à l'étranger notamment en Turquie et en France. Pendant ces séjours, il a rencontré des investisseurs et, présentant le potentiel camerounais, il s'est appesanti sur le réseau ferroviaire camerounais qu'il conviendrait de moderniser, des aéroports qu'il faudrait construire et réhabiliter et de nouveaux ports à construire. Ces appels ont abouti à la signature en 2013 de nombreux MOUs dans différents domaines des transports. Enfin, le Cameroun a reçu en 2013, la conférence des chefs d'Etats sur la sécurité maritime. Il était question, lors de ces assises de mener une réflexion sur la sécurité maritime dans le golfe de Guinée.

Pour ce qui est de l'exécution du budget de l'Etat, il convient de mentionner que 2013 marque la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion du budget (PROBMIS) et coïncide avec l'entrée en jeu du Ministère des Marchés publics (MINMAP) dans le processus de passation des Marchés publics au Cameroun. Cette situation n'a pas facilité l'exécution du budget de l'Etat. En effet, l'installation de POROBMIS a pris environ 4 mois. Ce n'est qu'en mai que le budget

commence à être exécuté. En outre, le MINMAP est en phase expérimentale dans son fonctionnement ; d'où les nombreuses lourdeurs enregistrées dans le processus de passation des Marchés.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

D'autres faits majeurs sont à relever parce qu'ayant influencé la mise en œuvre des programmes du Ministère des Transports, au cours de l'année 2013. En effet, les performances antérieures du Ministère des Transports ont été marquées par la modicité de son enveloppe en investissement et en fonctionnement. Pour être plus précis, depuis 2008, le budget du Ministère des Transports a connu une baisse drastique, passant de 15 000 000 000 FCFA en 2009 à moins de la moitié en 2011. Cela a été encore le cas en 2012 et en 2013, dans la mesure où ce Département a bénéficié d'une enveloppe budgétaire de 7 749 000 000 FCFA. Cette faible dotation budgétaire du MINT ne lui a pas permis de réaliser entièrement les objectifs prescrits dans sa feuille de route 2013. Pourtant, le MINT fait partie du secteur des infrastructures qui a la responsabilité d'impulser le développement de l'économie nationale à travers la mise en œuvre des projets structurants. Sa dotation budgétaire insignifiante est la plus faible de ce secteur.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 602

AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE SÛRETÉ ET SECURITÉ DES
DIFFERENTS MODES DE TRANSPORTS ET AMÉLIORATION DU
SYSTÈME DE COLLECTE DES DONNÉES MÉTÉOROLOGIQUES

Responsable du programme

Madame ONGOLO ZOGO Valérie

Division des Etudes, de la Programmation, de la Planification et de la Coopération

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer le niveau des services	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de cas d'accidents de la route
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	30858.0
	Année de référence:	2008
	Valeur Cible	10492.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SURETÉ DANS LES TRANSPORTS FÉRROVIAIRES</p> <p>Action 02: RENFORCEMENT DE LA SURETÉ ET SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE AÉRIEN</p> <p>Action 03: RENFORCEMENT DE LA SURETÉ/SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE PORTUAIRE ET MARITIME</p> <p>Action 04: RÉHABILITATION ET ÉQUIPEMENTS DES STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES, POSTES CLIMATOLOGIQUES ET PLUVIOMÉTRIQUES</p> <p>Action 05: MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS 2011-2015 TEL QUE PRÉCONISÉ DANS LA STRATÉGIE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET DANS LE PLAN MONDIAL DE LA DÉCENNIE 2011-2020 DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE</p> <p>Action 06: RÉHABILITATION ET ÉQUIPEMENT DES STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES ET DES POSTES CLIMATOLOGIQUES ET PLUVIOMÉTRIQUES</p> <p>Action 07: RENFORCEMENT DE LA SURÉTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE TERRESTRE</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 453 300 000	CP 2 536 583 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Madame ONGOLO ZOGO Valérie, Division des Etudes, de la Programmation, de la Planification et de la Coopération	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Dans l'optique de la modernisation de l'économie camerounaise, le MINT s'est doté du Programme 602... qui vise principalement l'arrimage des infrastructures de transport et de la météorologie aux normes internationales. Ce programme est encadré par les orientations du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). A ce document, s'ajoute la loi n° 006/2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat (RFE), laquelle introduit la notion de budget programme qui vient remplacer le budget de moyens. Il sera désormais question de réaliser des performances après avoir arrêté un certain nombre d'objectifs vers lesquels on veut tendre. Pour ce programme 602, intitulé « Amélioration du système de sécurité et sureté des différents modes de transports et amélioration du système de collecte des données météorologiques », il a été question, à partir de l'année 2013, de s'assurer que toutes les conditions ont été réunies pour faire du Cameroun un carrefour des échanges dans la sous-région Afrique Centrale. D'où la nécessité de relever le défi de la mobilité, de l'inter-modalité et de la réduction des délais de passage des marchandises dans nos différents ports. Le top management du MINT a tenu plusieurs réunions de crise au cours de l'année 2013 relativement au problème de congestion du Port Autonome de Douala. En effet, les mois de

novembre et décembre ont connu une forte mobilisation des armateurs, des aconiers et autres professionnels du secteur portuaire et maritime prêts à se livrer à des manifestations sociales à cause du manque à gagner enregistré dans le prolongement (allongement) des délais de passage des marchandises au port. La principale raison de cette crise était due aux travaux d'entretien de routine d'un des deux portiques de l'opérateur DIT. De même, il est impératif de reconsidérer le sous-secteur de la météorologie, de le ressusciter et de lui donner à nouveau toute sa dimension en tant que outil d'aide à la prise des décisions dans les domaines des Transports, de l'Agronomie et des Bâtiment et Travaux Publics (BTP). Dans l'optique de la modernisation de l'économie camerounaise, le MINT s'est doté du Programme 602... qui vise principalement l'arrimage des infrastructures de transport et de la météorologie aux normes internationales. Ce programme est encadré par les orientations du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). A ce document, s'ajoute la loi n° 006/2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat (RFE), laquelle introduit la notion de budget programme qui vient remplacer le budget de moyens. Il sera désormais question de réaliser des performances après avoir arrêté un certain nombre d'objectifs vers lesquels on veut tendre. Pour ce programme 602, intitulé « Amélioration du système de sécurité et sureté des différents modes de transports et amélioration du système de collecte des données météorologiques », il a été question, à partir de l'année 2013, de s'assurer que toutes les conditions ont été réunies pour faire du Cameroun un carrefour des échanges dans la sous-région Afrique Centrale. D'où la nécessité de relever le défi de la mobilité, de l'inter-modalité et de la réduction des délais de passage des marchandises dans nos différents ports. Le top management du MINT a tenu plusieurs réunions de crise au cours de l'année 2013 relativement au problème de congestion du Port Autonome de Douala. En effet, les mois de novembre et décembre ont connu une forte mobilisation des armateurs, des aconiers et autres professionnels du secteur portuaire et maritime prêts à se livrer à des manifestations sociales à cause du manque à gagner enregistré dans le prolongement (allongement) des délais de passage des marchandises au port. La principale raison de cette crise était due aux travaux d'entretien de routine d'un des deux portiques de l'opérateur DIT. De même, il est impératif de reconsidérer le sous-secteur de la météorologie, de le ressusciter et de lui donner à nouveau toute sa dimension en tant que outil d'aide à la prise des décisions dans les domaines des Transports, de l'Agronomie et des Bâtiment et Travaux Publics (BTP).

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du programme 602. Il y a eu notamment :

- Eclairage de l'aire de trafic de l'aérogare Fret de Douala (ADC) réhabilité;
- Chaussées aéronautiques des aéroports de Douala, Yaoundé-Nsimalen et Garoua auscultées;
- Comptoirs filtres police des Aéroports passagers de Douala et Yaoundé-Nsimalen

renouvelés ;

- Des engins flottants pour la surveillance des plans d'eau et intervention rapide acquis ;
- Véhicules d'intervention pour les forces de maintien de l'ordre par le Port Autonome de Douala acquis ;
- Agents du Ministère des Transports, en charge des actions de prévention et sécurité routières, au contrôle et à la répression des infractions liées à la sécurité routière formés ;
- Campagnes de proximité de prévention routière dans les établissements scolaires des villes de l'Ouest et du Sud effectives ;
- Bulletin météo à la CRTV, après le journal télévisé de 20 heures 30 minutes diffusé ;
- Aménagement des plates formes et sécurisation des stations météorologiques automatiques ;
- Construction d'un centre météorologique national ;
- Fourniture de la bande passante pour données météorologiques ;
- Acquisition des équipements de télécommunication à la Direction Nationale de la Météorologie (DIRMET).

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	ND	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	16%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 288 739 586	CP 2 372 022 586
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 164 560 414	Ecart CP 164 560 414
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 301 244 539	CP 2 301 244 534
TAUX DE CONSOMMATION	69,97 %	97,02 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le problème est celui de l'indicateur qui ne renvoie pas et ne cadre pas avec l'intitulé du programme. Toutefois, il y a lieu de relever que les indicateurs de ce programme ont été revus depuis l'année 2013 dans le cadre de l'élaboration des documents technique de la chaine PPBS. Même si leur formulation reste à améliorer, le PPA 2014 présente une bien meilleur cartographie des programmes du MINT.	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - La mise aux normes OACI et IATA de trois aéroports se poursuit, conformément au programme de certification en cour d'exécution; - La mise aux normes ISPS du Port Autonome de Douala se poursuit ; - L'acquisition de 10 stations météorologiques fonctionnelles est en vue; - Le MINT vise une réduction plus significative du taux de mortalité sur nos routes ; <p>Le top management du MINT entend réviser la cartographie des programmes du ministère en faisant de la météorologie un Programme à part entière, afin de définir un indicateur assez robuste permettant une mise en œuvre cohérente des différentes activités relevant de la météorologie qui serait un Programme transversal susceptible d'appuyer et d'accompagner les activités d'autres secteurs tels que l'agriculture, les assurances, etc.</p>	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SURETÉ DANS LES TRANSPORTS FÉROVIAIRES										
OBJECTIF	Sécuriser les passages à niveau									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de passages à niveau sécurisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure		-							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		3.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		23.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):									
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION										
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)										
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)										
Perspectives 2014										

Action 02 RENFORCEMENT DE LA SURETÉ ET SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE AÉRIEN

OBJECTIF	Mettre les aéroports aux normes de sécurité internationale OACI							
Indicateur	Intitulé:		Taux de conformité aux normes et standards de l'OACI				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		53.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
OBJECTIF	Adapter les services d'assistance au sol aux normes IATA							
Indicateur	Intitulé:		Taux de conformité des services aux normes de standard IATA				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 063 800 000	2 147 083 000	2 899 239 586	1 982 522 586	1 942 313 027	1 942 313 022	66,99 %	97,97 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du programme gouvernemental de réhabilitation, modernisation et de développement des aéroports ; - Exigence de l'arrimage aux normes et standards internationaux des infrastructures de transport aérien. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage de l'aire de trafic de l'aérogare Fret de Douala (ADC) réhabilité; - Chaussées aéronautiques des aéroports de Douala, Yaoundé-Nsimalen et Garoua auscultées; - Comptoirs filtres police des Aérogares passagers de Douala et Yaoundé-Nsimalen renouvelés. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le taux d'exécution technique affiché ne devrait nullement susciter quelque inquiétude que se soit parce que la certification est un domaine singulier. Elle est tout ou rien. En clair, le processus de certification des aéroports est une opération à procédure constituée de cinq étapes principales. Actuellement, l'équipe en charge du suivi de la mise en œuvre de ladite certification est parvenue à la quatrième étape qui correspond à la demande de conformité (soit un taux d'environ 75%). Toutefois, au regard de l'évolution des opérations, l'objectif de la déclaration de conformité et donc la levée de toutes les carences relevées sera atteint avant fin 2014. Le pourcentage affiché dans la perspective de la certification justifie l'utilisation des ressources.</p>							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation, modernisation et développement du réseau aéroportuaire national ; - Internationalisation de l'aéroport de Maroua Salack ; - Certification des infrastructures aéroportuaires. 							

Action 03 RENFORCEMENT DE LA SURETÉ/SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE PORTUAIRE ET MARITIME									
OBJECTIF	Mettre les installations portuaires et maritimes en conformité avec les codes et règlements internationaux (ISPS*). Sécuriser les installations portuaires								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'installations portuaires certifiés ISPS				Nombre d'incidents		TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%
	Unité de mesure		-						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		17.0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Arrimage aux normes et standards internationaux des infrastructures de transport maritime (certification au code ISPS) ; - Nécessité de décongestionner le Port Autonome de Douala ; - Exigence de réduction des délais de passage des marchandises. 								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Des engins flottants pour la surveillance des plans d'eau et intervention rapide acquis ; - Véhicules d'intervention pour les forces de maintien de l'ordre par le Port Autonome de Douala acquis. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - La description des éléments techniques des embarcations à acquérir est attendue de CAMI TOYOTA, concessionnaire agréé ; - Fonctionnement prévisionnel des embarcations à déterminer (pilote, carburant, fréquence de descente en mer). 								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition des engins flottants ; - Décongestion des ports ; - Acquisition des vedettes galions pour surveillance des plans d'eau. 								

Action 04 RÉHABILITATION ET ÉQUIPEMENTS DES STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES, POSTES CLIMATOLOGIQUES ET PLUVIOMÉTRIQUES								
OBJECTIF	Produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, l'agriculture et autres domaines d'activités socio-économiques.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stations météo fonctionnelles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		14.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 05 MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS 2011-2015 TEL QUE PRÉCONISÉ DANS LA STRATÉGIE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET DANS LE PLAN MONDIAL DE LA DÉCENNIE 2011-2020 DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE								
OBJECTIF	Réduire le nombre d'accidents							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'accidents				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 128,33%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2607.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		1750.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		403					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	69 500 000	69 500 000	69 500 000	69 500 000	54 500 000	54 500 000	78,42 %	78,42 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Arrimage des activités de prévention et de sécurité routières au plan d'action de la « Décennie 2011-2020 des Nations Unies ».							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Agents du Ministère des Transports, en charge des actions de prévention et sécurité routières, au contrôle et à la répression des infractions liées à la sécurité routière formés ; - Campagnes de proximité de prévention routière dans les établissements scolaires des villes de l'Ouest et du Sud effectives. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Le très bon résultat de 128.33% enregistré en termes de taux de réalisation technique se justifie par l'intensification des activités de prévention et de sécurité routières assorties de sanctions financières dissuasives. Le MINT mène ces activités en collaboration avec le SED. La valeur cible a été dépassée de plus de 28.33% un an avant l'année cible. 							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Renouvellement du parc automobile national ; - Enlèvement des obstacles et véhicules mal garés ou en panne sur les axes routiers du Cameroun par acquisition des grues ; - Amélioration de la mobilité urbaine et interurbaine ; - La réduction des délais de passage des marchandises ; - Réhabilitation et construction des ports secs. 							

Action 06 RÉHABILITATION ET ÉQUIPEMENT DES STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES ET DES POSTES CLIMATOLOGIQUES ET PLUVIOMÉTRIQUES								
OBJECTIF	Produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, l'agriculture et autres domaines d'activités socio-économiques.							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de stations météo fonctionnelles (réhabilitées et équipées). Nombre de postes climatologiques fonctionnels (réhabilité et équipés)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	3.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	14.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	280 000 000	280 000 000	280 000 000	280 000 000	264 431 512	264 431 512	94,44 %	94,44 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Vétusté de la quasi-totalité des infrastructures et des équipements météorologiques sur l'ensemble du territoire ; - Déficit de l'information météorologique nationale. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Bulletin météo à la CRTV, après le journal télévisé de 20 heures 30 minutes diffusé ; - Aménagement des plates formes et sécurisation des stations météorologiques automatiques ; - Construction d'un centre météorologique national ; - Fourniture de la bande passante pour données météorologiques ; - Acquisitions des équipements de télécommunication à la Direction Nationale de la Météorologie (DIRMET). 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - La bande passante pour fourniture de données météorologiques n'a pas été acquise ; - Réservation faite, tombée sous le coup de l'ordonnance du chef de l'état en fin d'année portant arrêt des engagements après prorogation ; - La plupart des marchés relatifs à l'acquisition des équipements météorologiques sont en cours d'exécution. Retard du à la conformité des spécifications techniques. 							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du réseau météorologique national ; - Construction des nouvelles stations météorologiques dans les régions et dans tous les départements ; - Acquisition de nouveaux équipements pour la collecte des données météorologiques et climatologiques. 							

Action 07 RENFORCEMENT DE LA SURÊTE ET DE LA SECURITE DANS LE DOMAINE TERRESTRE								
OBJECTIF	Réduire les accidents de la circulation de 20% d'ici 2015							
Indicateur	Intitulé:		Taux des accidents de la circulation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2607.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		1750.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 603

AMÉLIORATION DES CONDITIONS, MOYENS DE TRAVAIL ET
PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE AU MINT

Responsable du programme

Monsieur AVAH BEYEME Nestor Blaise
Directeur des Affaires Générales

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer les performances du service public et restaurer l'autorité de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de plaintes des usagers du MINT
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	40.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	10.0
Année cible:	2015	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE Action 02: PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE Action 03: PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DU SOUS-SECTEUR Action 04: AMÉLIORATION DES MOYENS ET CONDITIONS DE TRAVAIL	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 244 384 000	CP 2 825 101 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Monsieur AVAH BEYEME Nestor Blaise, Directeur des Affaires Générales	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 603 du Ministère des Transports a été exécuté dans un contexte général marqué, d'une part, par les éléments se rattachant aux conditions et moyens de travail et, d'autre part, la promotion de la bonne gouvernance. S'agissant des conditions et moyens de travail les faits majeurs auront été :

- la mise à disposition de jeunes cadres issus du recrutement spécial des 25 000 jeunes dans la fonction publique. Il convient de noter que le MINT souffrait d'une carence en personnels assez notoire ;
- la réhabilitation des bâtiments abritant les services centraux et déconcentrés. Lesdits bâtiments étaient caractérisés par un état de vétusté avancé ;
- la construction de nouveaux bâtiments dans certaines délégations régionales. Le patrimoine immobilier du MINT affichait un passif lourd dû à la crise économique qui n'a pas favorisé l'investissement dans ce domaine. Certaines délégations sont sans siège ;
- la poursuite des travaux de construction des bâtiments dont les travaux ont été engagés dans les différentes délégations régionales et départementales ;
- l'équipement des bureaux en matériel informatique et en mobilier ;
- l'acquisition du matériel roulant dans les services centraux.

En ce qui concerne la promotion de la bonne gouvernance, le contexte a été influencé par les éléments ci-après :

- la désignation des membres du comité de lutte contre la corruption ;
- la poursuite de la mise en œuvre du nouvel organigramme par la nomination et le déploiement des personnels à divers postes dans les services centraux et déconcentrés ;
- le renforcement des capacités des cadres du MINT à travers des séminaires et stages de

formations ;

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 603 était d'améliorer les conditions et moyens de travail en renforçant l'arsenal juridique du MINT, en améliorant la qualité du service et en accroissant le rendement du personnel tout en assurant la promotion de la bonne gouvernance. Pour y parvenir, un certain nombre d'actions ont été menées aussi bien dans les services centraux que déconcentrés.

En ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail, les actions ci-après ont été menées :

- les travaux de construction des délégations régionales du Centre et du Sud (1^{ère} phase) ont été amorcés.
- la construction des clôtures dans les délégations de l'Est, de l'Extrême Nord, Ouest, Nord-Ouest et du Noun s'est poursuivie

Plusieurs travaux d'aménagement ont été réalisés dans les services centraux et déconcentrés. Il s'agit des aménagements d'une salle d'archive, des travaux d'aménagement des salles de conférence, travaux d'aménagement du bâtiment annexe n°2 et des travaux d'aménagement du bâtiment principal du Ministère, l'aménagement des clôtures de la guérite, de la délégation régionale du littoral et de

L'équipement des services centraux en matériels et mobiliers de bureaux des services centraux et déconcentrés s'est également poursuivi.

S'agissant de la promotion de la gouvernance, plusieurs inspections ont été menées aussi dans les services centraux que déconcentrés par l'inspection générale.

De manière générale, les objectifs assignés à ce programme ont été atteints étant attendu que les marchés qui ont été programmés au cours de l'exercice 2013 ont été exécutés.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	0	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	133%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 362 781 128	CP 2 943 498 128
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -118 397 128	Ecart CP -118 397 128
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 559 954 756	CP 2 515 975 637
TAUX DE CONSOMMATION	76,12 %	85,48 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>L'atteinte du résultat a été possible grâce notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la nomination de nouveaux responsables ; - au renforcement de la coordination stratégique au sein du gouvernement ; - à la désignation de nouveau responsable du programme ; - à l'amélioration du cadre et des conditions de travail ; - à la désignation des acteurs de la chaîne des résultats <p>les ressources du programme 603 ont été utilisées pour la mise en œuvre des trois actions du programme</p>	

	indicateur ne rend pas suffisamment compte de toutes les actions du programme.
PERSPECTIVES 2014	Le programme 3, programme support du Ministère des Transports entend jouer son rôle dans la coordination des deux programmes opérationnels. à cet effet, les acteurs de la chaîne des résultats nouvellement désignés seront davantage responsabilisés à l'effet d'atteindre les objectifs fixés dans ce programme.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Les tableaux de bord ci-après présentent action par action, les performances obtenues par le programme 603 du Ministère des Transports. Trois actions ont été retenues au titre du programme 603.

Action 01 AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE									
OBJECTIF	Renforcer l'arsenal juridique du MINT pour accroître l'efficacité								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes disponibles					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 93,54%	
	Unité de mesure		-						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		100.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		140.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		16						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	15 100 000	15 100 000	15 100 000	15 100 000	14 310 000	14 310 000	94,77 %	94,77 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le souci de rendre accessible les procédures de délivrance des actes administratifs au niveau du MINT pour les usagers ; Simplifier les procédures et renforcer les capacités des personnels								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	Elaboration du manuel de procédure administrative								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le marché a été attribué mais non encore exécuté								
Perspectives 2014	- Poursuite de la mise à jour de la réglementation et de l'implémentation progressive du nouvel organigramme la mise à jour de la réglementation et de l'implémentation progressive du nouvel organigramme								

Action 02 PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE

OBJECTIF	Améliorer la qualité du service.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de plaintes des usagers				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		75.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		10					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	99 900 000	99 900 000	95 917 000	95 917 000	94 459 139	92 782 097	98,48 %	96,73 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par le redéploiement des 25 000 jeunes recrutés dans la Fonction Publique et l'accroissement des besoins en bureaux, en mobiliers et en équipements divers							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	Publication des actions majeures des du MINT dans le site web et par voie de presse des actes et règlements du Ministère des Transport. Inspection permanente organisée par l'inspecteur général							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Mise en œuvre du cadre organique par la nomination des personnels au poste de responsabilité et du redéploiement dans les différents postes de travail							
Perspectives 2014	- Les efforts seront consacrés à la réduction du temps imparti pour les déclarations notamment la mise en place des télé procédures déclaratives ; La poursuite de la simplification des autres procédures fiscales à travers la révision des textes et des procédures							

Action 03 PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DU SOUS-SECTEUR

OBJECTIF	Améliorer la qualité du service.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnels formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		200.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		200.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 04 AMÉLIORATION DES MOYENS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

OBJECTIF	Accroître le rendement du personnel							
Indicateur	Intitulé:		nombre de dossiers traités dans les délais réglementaires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 86,66%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		36,66%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 129 384 000	2 710 101 000	3 251 764 128	2 832 481 128	2 451 185 617	2 408 883 540	75,38 %	85,04 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Insuffisance des bâtiments, d'équipements et matériels de bureau , vétusté des locaux							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Démarrage des travaux de construction des délégations régionales</p> <p>Aménagement des bâtiment dans les services centraux</p> <p>Equipement des bureaux dans les services centraux et déconcentrés</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Difficulté liée à l'exécution du budget-programme ;</p> <p>Lenteur des procédures de passation de marchés ;</p>							
Perspectives 2014	Poursuites des constructions des délégations, des réfections et d'équipement des bureaux en matériels divers							

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 607

DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES
DE BASE

Responsable du programme

Monsieur MENGUE MENGUE Joseph
Conseiller Technique N° 1

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Rénover les infrastructures ferroviaires, accroître la mobilité urbaine, moderniser les infrastructures aéroportuaires et améliorer la qualité des infrastructures de navigation maritime.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de km de voies ferrées réhabilitées et construites
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	1000.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible Année cible:	2609.0 2017
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'infrastructures construites, aménagées et réhabilitées
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible Année cible:	90.0 2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES Action 02: CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES Action 03: CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES MARITIMES, PORTUAIRES, FLUVIALES ET LACUSTRES Action 04: AMÉLIORATION DES SERVICES ET MOYENS DE TRANSPORTS Action 05: DÉVELOPPEMENT COORDONNÉ DE TOUS LES MODES DE TRANSPORTS	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 387 316 000	CP 2 387 316 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Monsieur MENGUE MENGUE Joseph, Conseiller Technique N° 1	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

L'insuffisance et la vétusté des infrastructures dans le domaine des transports ont conduit le MINT à assigner les objectifs suivants à ce programme: rénover les infrastructures ferroviaires ; moderniser les infrastructures aéroportuaires ; améliorer la qualité des infrastructures de navigation maritime et accroître la mobilité urbaine. Ce programme devrait contribuer à la mise à disposition d'outils institutionnels pour la rationalisation des transports et des activités des transporteurs.

Le programme 607 a été exécuté dans un contexte général caractérisé par la mise sur pied du budget programme et les échanges du chef de l'état avec la presse internationale à sa sortie de l'Elysé le 30 janvier 2013.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Résultat technique I: 175 Km; Résultat technique II: 36%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	10%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 433 479 286	CP 2 433 479 286
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -46 163 286	Ecart CP -46 163 286
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 412 568 972	CP 2 403 203 516
TAUX DE CONSOMMATION	99,14 %	98,76 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>La faiblesse du taux d'exécution de l'action est due au fait que l'indicateur avait été défini avec comme année cible 2017. La valeur intermédiaire n'ayant pas été calculée pour 2013, il est tout à fait logique que le taux d'exécution tourne autour de 11%.</p> <p>Les subventions accordées aux sociétés sous tutelle représentent 16,85% de l'enveloppe allouée, soit un montant de 410 000 000. Par ailleurs, on enregistre plusieurs autres actions en termes d'études justifiant le résultat de l'action et l'utilisation des ressources, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration du fichier national des transporteurs routiers de voyageurs pour la ville de Yaoundé ; - l'élaboration du fichier national des transporteurs urbains pour la ville de Yaoundé ; - l'élaboration du plan national d'organisation du transport par moto taxi pour la ville de Yaoundé. <p>A ces activités il faut ajouter une masse salariale d'un montant de 1 146 514 000 FCFA.</p>	
PERSPECTIVES 2014	<p>Les perspectives envisagées pour ce programme sont axées sur les études de faisabilité pour l'extension du chemin de fer camerounais de Ngaoundéré vers Ndjamena et pour la construction d'un nouvel aéroport à Kribi.</p> <p>Dans le domaine maritime, la construction d'un quai multifonctionnel au Port de Limbe, le dragage du Port de Douala et enfin dans le domaine aérien, la réception de deux (02) MA 60 pour CAMAIR-Co est en cours.</p> <p>Compte tenu des contraintes d'évaluation des indicateurs, il sera opportun à l'avenir de formuler pour chaque objectif un indicateur précis dans le but d'avoir les renseignements fiables sur les performances réalisées.</p>	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES								
OBJECTIF	Moderniser les infrastructures aéroportuaires							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'aéroports réhabilités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		-					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		9.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 02 CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES										
OBJECTIF	Accroître l'offre de transport ferroviaire									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de KM de voies ferrées construites et réhabilitées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 10,88 %			
	Unité de mesure		km							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		1000.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		357.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		175km							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est faite dans un contexte de rationalisation de l'activité de transport des voyageurs par rails et l'optimisation du transport des marchandises.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en service de six (06) nouvelles locomotives de traction d'une puissance de 2500 CV ; - Démarrage des travaux de renouvellement de la voie ferrée Batchenga-Ka'a ; - L'arrivée effective de vingt (20) voitures sur 42 à livrer dans le cadre de la tranche ferme pour renouveler la gamme de voitures entre Yaoundé et Ngaoundéré et pour moderniser la desserte Yaoundé Douala ; 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le taux de réalisation technique de 10,88% se justifie par le fait que l'année cible est de 2017. Cependant, les activités programmées pour 2013 ont été réalisées.</p> <p>Le taux de réalisation financière de 100% se justifie, car l'allocation accordée à CAMRAIL dans le cadre d'une subvention est très insuffisante pour satisfaire ses besoins réels chiffrés en milliards de francs CFA. Une fois de plus le MINT se retrouve en situation de faiblesse vis-à-vis des sociétés sous sa tutelle qu'il n'arrive pas à accompagner efficacement au regard de la faiblesse des moyens financiers à sa disposition.</p>									
Perspectives 2014	Les perspectives portent sur la nécessité d'envisager une véritable réforme du réseau ferroviaire. En effet, un point d'honneur sera mis sur la rationalisation de l'activité du transport des voyageurs par rail et l'optimisation du transport de marchandises par l'acquisition de cinquante (50) autres voiture voyageurs et cinq (05) locomotives en matière de matériel roulant marchandise.									

Action 03 CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES MARITIMES, PORTUAIRES, FLUVIALES ET LACUSTRES										
OBJECTIF	Disposer des ports fonctionnels et compétitifs et de sites de chantiers navals construits									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de ports fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2011							
	Valeur de référence:		1.0							
	Année cible:		2017							
	Valeur Cible		3.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):									
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La volonté de développer les infrastructures et le système national de navigation en référence aux normes international à motivé la mise de cette action									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- élaboration du schéma directeur d'aménagement des voies navigables.									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat se justifie du fait que l'allocation accordée à l'APN dans le cadre d'une subvention est très insuffisante pour satisfaire ses besoins réels chiffrés en milliards de francs.									
Perspectives 2014	Comme perspective nous envisageons la construction d'un quai multifonctionnel au Port de Limbe, le suivi de la construction du Yard pétrolier de Limbe, la de dématérialisation des procédures du commerce extérieur et l'exploitation du port en eau profonde de Kribi									

Action 04 AMÉLIORATION DES SERVICES ET MOYENS DE TRANSPORTS

OBJECTIF	Accroître la mobilité urbaine							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réseaux bus et minibus				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		4.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	424 400 000	424 400 000	424 400 000	424 400 000	420 993 593	416 143 593	99,2 %	98,05 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le souci d'améliorer les moyens de transports et de garantir une meilleure offre de service aux usagers a conduit à la mise en œuvre par le MINT de cette action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Au cours de l'année 2013, les responsables du MINT ont privilégié les activités suivantes : l'élaboration du fichier national des transporteurs routiers de voyageurs pour la ville de Yaoundé, l'élaboration du fichier national des transporteurs urbains pour la ville de Yaoundé, l'élaboration du plan national d'organisation du transport par moto taxi pour la ville de Yaoundé. Par ailleurs des subventions ont été accordées aux sociétés sous tutelle notamment CAMAIR-CO, ADC et aux CNCC pour la construction des magasins pour les chargeurs.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le taux de réalisation technique de 0% s'explique par le fait que l'indicateur ne rend pas fidèlement compte des activités réalisées en 2013, parce que l'indicateur ne nous permet pas d'évaluer qualitativement et quantitativement les actions menées.							
Perspectives 2014	Pour les années à venir un accent particulier sera mis l'élaboration du fichier national des transporteurs routiers de marchandises, l'élaboration du plan de développement des transporteurs urbains de masse et sur l'étude de la construction d'une gare routière pilote à Yaoundé.							

Action 05 DÉVELOPPEMENT COORDONNÉ DE TOUS LES MODES DE TRANSPORTS

OBJECTIF	Assurer la coordination de toutes les actions relatives aux différents modes de transports							
Indicateur	Intitulé:	les différents modes de transports modernisés et interreliés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	30.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 852 916 000	1 852 916 000	1 899 079 286	1 899 079 286	1 881 575 379	1 877 059 923	99,07 %	98,84 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Nécessité de développer l'inter-modalité compte tenu du rôle de catalyseur que les infrastructures de transport sont censés jouer par rapport au développement et à la mise en œuvre des autres projets structurants, conformément aux objectifs du DSCE et aux exigences de la cohérence intersectorielle							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	La plupart des activités réalisées ici relèvent de dépenses courantes liées au suivi des activités des sociétés sous tutelle.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les résultats mitigés enregistrés se justifient par la nature des projets à mettre en œuvre. Ils exigent la mobilisation de financements assez lourds ainsi que l'intervention de plusieurs autres administrations au nombre desquelles le MINEPAT au regard de son rôle de responsable de la recherche des porteurs de capitaux.							
Perspectives 2014	Réalisation des études et recherche de nouveaux modes de contractualisation en partenariat public privé (PPP).							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Pour présenter le bilan stratégique de l'exécution des programmes du MINT prévus dans le cadre du budget-programme de l'exercice 2013, il convient, tout d'abord, d'apprécier ou d'évaluer le rapprochement des résultats obtenus de l'objectif stratégique. Ensuite, il est nécessaire d'évoquer les leçons tirées de cette expérience. Enfin, il s'agit de se pencher sur les perspectives à court et à moyen termes.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Evaluer le rapprochement des résultats atteints avec l'objectif stratégique du MINT consiste, au préalable, à mesurer le niveau de réalisation des actions inscrites dans les trois programmes sus-annoncés, évoquer les difficultés rencontrées dans la réalisation desdits programmes. Une telle démarche permet de voir si l'action de ce Département cadre avec les orientations du DSCE et, au cas contraire, d'entrevoir des mesures correctives.

v Appréciation du niveau de réalisation des programmes

Programme 607 : développement et réhabilitation des infrastructures de base

Ayant fait le diagnostic de l'insuffisance, de la vétusté des infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires et de la faiblesse de l'offre de transport urbain, les objectifs spécifiques assignés à ce programme étaient : ***moderniser les infrastructures aéroportuaires ; améliorer la qualité des infrastructures de navigation maritime et accroître la mobilité urbaine.***

Les résultats obtenus dans ledit programme ont été les suivants :

Sous-secteur aérien

- la construction de deux hélistations secondaires pour la résidence présidentielle à Buéa, dans la perspective de la célébration du cinquantenaire de la Réunification ;
- la finalisation des travaux de rénovation de l'aérogare de Ngaoundéré, ainsi que la poursuite du colmatage des fissures sur la piste de l'aéroport ;
- le démarrage effectif des travaux de rénovation des zones arrivées internationale, zone de réception bagages et zone de contrôle police arrivée et départ de l'aéroport de Douala ;
- la finalisation des travaux de pose de la toiture de l'aérogare passagers de Garoua ;
- la rénovation des toilettes des aéroports de Garoua, Yaoundé et Douala ;
- la climatisation du hall départ de l'aéroport de Yaoundé ;
- l'installation des aubettes de contrôle de police en zone départ et zone arrivée de l'aéroport de Yaoundé ;
- l'extension des banques d'enregistrement des aéroports de Yaoundé et Douala.

La Société des Aéroports du Cameroun (ADC S.A) est engagée dans le processus de certification en 2015.

S'agissant particulièrement des activités de Cameroon Airlines Corporation (CAMAIR-Co), tout en rappelant que sa gestion est assurée par son Conseil d'administration, il faut

préciser que cette société a entrepris des actions fortes, dans l'optique de rendre ce secteur compétitif. A ce propos, des efforts ont été fournis pour augmenter les dessertes :

- sur les lignes nationales (Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua),
- sur les sept (07) lignes régionales (Njamena-Tchad, Lagos-Nigéria, Cotonou-Benin, Libreville-Gabon, Malabo-Guinée-Equatoriale, Brazzaville-Congo et Kinshasa-RDC), et,
- de la ligne continentale Yaoundé-Paris (France).

Sous-secteur maritime et portuaire

S'agissant du sous-secteur maritime et portuaire, les activités ci-après ont été menées.

- le suivi de la construction du Yard pétrolier de Limbé dont le quai polyvalent doit être livré en 2014 et pourra recevoir à la fois quatre (4) plateformes pétrolières, puis suivra l'équipement des ateliers ;
- le suivi du projet de dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;
- l'organisation de la journée mondiale de la mer qui aura lieu à Limbé du 16 au 19 novembre 2013 ;
- l'immatriculation SSO Masongo (qui est le plus gros navire immatriculé) ;
- deux inspections exceptionnelles, 4 inspections spéciales et une quinzaine d'inspections annuelles en plus des visites traditionnelles de partance estimées à plus de mille(1000) ;
- la signature du Mémoire d'entente entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le groupe Limbe Port and Industrial Development (LIPID), pour la construction du quai multifonctionnel de Limbé.

Sous-secteur ferroviaire

Pour ce qui est du sous-secteur ferroviaire, les activités ci-après ont été notées :

- mise en service, le 26 février 2013 de six (06) nouvelles locomotives de traction d'une puissance de 2 500 CV;
- démarrage des travaux de renouvellement de la voie ferrée Batchenga et Ka'a (175 kilomètres de voie à renouveler), le 30 août 2013 à Batchengua ;
- inauguration de la carrière d'Ebaka, pour la production des traverses bi-blocs et des ballastes ;
- mise en place d'un nouveau dispositif sécuritaire lors de l'embarquement des trains ;
- arrivée effective de 20 voitures sur 42 à livrer, dans le cadre de la tranche ferme et sur un total de 55, pour renouveler toute la gamme des voitures entre Yaoundé et Ngaoundéré et pour moderniser la desserte Yaoundé-Douala;
- construction, en cours, de la passerelle piétonne de la gare de Bassa ;
- aménagement des gares de Bassa, de Nanga-Eboko, de Belabo, d'Eséka, et Makondo.

Concernant la construction de nouvelles lignes de chemin de fer, les études complémentaires de préfaisabilité ont été réalisées et validées par le Gouvernement pour les tronçons Edéa-Kribi-Lolabé, Mbalam-Lolabé.

Sous-secteur routier

Dans le sous-secteur routier, les activités suivantes ont été réalisées, dans le cadre de l'amélioration des services et moyens de transport :

- élaboration du fichier national des transporteurs routiers de voyageurs ;
- élaboration du fichier national des transporteurs routiers de marchandises.

Programme 602 : amélioration du système de sureté et de sécurité des différents modes de transport et amélioration du système de collecte des données météorologiques

Ce programme avait trois (3) principaux objectifs, à savoir :

- réduire les facteurs accidentogènes sur les routes ;
- améliorer la sécurité et la sûreté aéroportuaire ;
- améliorer le système de production et de transmission des données météorologiques.

Les activités ci-après ont été réalisées :

Sous-secteur routier

- poursuite de l'implémentation des actions de sécurisation du permis de conduire.
- production d'un recueil de textes sur la sécurité routière et de son guide d'application ;
- missions permanentes de contrôle, de sensibilisation et de répression permanentes effectuées avec le concours des forces de sécurité (DGSN et SED), en vue de combattre les comportements délictueux, tels que la pratique de l'excès de vitesse, la surcharge, le téléphone et l'alcoolémie au volant.

Ces contrôles ont permis de relever plus de cent mille (100 000) infractions. Plusieurs permis de conduire ont été suspendus et cinq (05) agences de voyages ont vu leur licence retirée.

- formation des agents du Ministère des Transports, en charge des actions de prévention et sécurité routières, au contrôle et à la répression des infractions liées à la sécurité routière. Cette formation a été couronnée par une prestation de serment des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) à Compétence Spéciale ;
- campagnes de proximité de prévention routière dans les établissements scolaires des villes de l'Ouest et du Sud.

Sous-secteur maritime et portuaire

- acquisition des engins flottants pour la surveillance des plans d'eau et intervention rapide ;
- acquisition des véhicules d'intervention pour les forces de maintien de l'ordre par le Port Autonome de Douala (PAD) ;
- poursuite de la mise en œuvre du code « International Ship and Port Security Code » (code ISPS).

Ø *Sous-secteur aérien*

- réhabilitation de l'éclairage de l'aire de trafic de l'aérogare Fret de Douala (ADC);
- auscultation des chaussées aéronautiques des aéroports de Douala, Yaoundé-Nsimalen et Garoua (ADC);
- renouvellement des comptoirs filtres police des Aérogares passagers de Douala et Yaoundé-Nsimalen (ADC).

Sous-secteur de la météorologie

- construction du Centre National Météorologique (phase 2);
- acquisition des équipements de la station météorologique de Mfou;
- fourniture de la bande passante au CNM;
- aménagement de 20 plateformes automatiques.

Programme 603 : l'amélioration des conditions, moyens de travail et promotion de la bonne gouvernance

Afin d'améliorer la qualité du service et d'accroître le rendement du personnel du Ministère des Transports et en ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail, un accent particulier a été mis sur la construction de nouveaux édifices publics ci-après :

- construction de la délégation régionale du Sud (1ère phase);
- construction de la délégation régionale du Centre (1ère phase)
- travaux de réfection de la délégation régionale du Littoral;
- réhabilitation du bâtiment devant abriter le sous centre de recherche et sauvetage maritime à Douala ;
- aménagement d'une salle d'archivage;
- construction des clôtures des délégations régionales du Nord-ouest (Bamenda), de l'Extrême-Nord (Maroua), de l'Est (Bertoua) et de l'Ouest (Bafoussam);
- acquisition du matériel roulant pour les responsables.

Toutefois, l'exécution de ces différents programmes telle que présentés plus haut ne s'est pas faite sans difficultés.

v Difficultés de mise en œuvre

De manière globale, la mise en œuvre des différentes actions inscrites dans les trois programmes du Ministère des Transports pour l'exercice 2013 a rencontré comme difficultés principales, les lenteurs liées aux procédures de passation des marchés. En effet, la création et la mise en place du MINMAP représentaient une innovation majeure. Cependant, le temps pris à huiler le mécanisme pour un meilleur dialogue technique avec le MINT n'a pas aidé à une exécution rapide et fluide du budget-programme de l'exercice 2013 de ce Département ministériel. Ledit budget comportait des activités dont le montant dépassait largement le seuil de compétence de l'ordonnateur des dépenses. L'exécution des programmes a néanmoins connu une amélioration substantielle avec la révision à la hausse du seuil de compétence de l'ordonnateur principal.

Au-delà des problèmes de cohérence avec le MINMAP, il y a des difficultés liées à l'appropriation interne des activités et de l'autorité technique des responsables de programmes. En fait, la démarche de l'administration générale tarde à se détacher de celle de l'administration financière telle que préconisée par le dialogue de gestion entre le MINFI et le MINT. La chaîne des responsabilités n'était pas encore complète et suffisamment étendue jusqu'aux responsables des activités en passant par les contrôleurs de gestion. Il paraît difficile pour les coordonnateurs de programmes et leurs équipes d'avoir la visibilité et la lisibilité nécessaires à une meilleure exécution desdits programmes.

Par ailleurs, la réalisation des actions sus-évoquées incombe pour la plupart des cas, aux

structures sous-tutelles, lesquelles n'ont pas toujours compris la portée de l'inscription dans les programmes des actions qui leur sont dévolues. Toutefois, la spécificité des actions relevant du secteur des Transports pourrait justifier leur mise en œuvre.

En outre, il convient de relever que dans certains cas, les écarts d'exécution sont dus à l'accès difficile à l'information par les partenaires à la réalisation des projets, et dans d'autres cas, à l'attente des financements extérieurs.

En dépit des quelques difficultés sus-évoquées, le constat général qui se dégage de l'expérience de l'exécution des programmes du MINT pour le compte de l'année budgétaire 2013 est que les différentes actions qui y ont été inscrites ont été réalisées de façon satisfaisante. De plus, ces actions répondent fidèlement aux attentes et orientations du DSCE. Cela témoigne à suffisance de la volonté et des efforts du MINT en faveur d'une contribution efficace à la réalisation des objectifs globaux du secteur infrastructures, conformément aux prescriptions du DSCE.

Néanmoins, les difficultés précédemment mentionnées mettent en exergue la nécessité de formuler des perspectives correctives à court et moyen termes afin de garantir l'encrege de l'implémentation des politiques publiques du MINT à la stratégie nationale de développement de l'économie camerounaise.

3.2. LEÇONS APPRISSES

Quelques leçons découlent de la mise en œuvre des programmes du MINT pour l'exercice budgétaire 2013. Celles-ci sont liées à la difficile expérimentation et aux contraintes liées à l'appropriation des concepts induits par le budget-programme. Sans être exhaustif, lesdites leçons incluent :

- La nécessité de trouver un indicateur fédérateur par programme ;
- la nécessité d'une meilleure formulation des indicateurs permettant de rendre compte des étapes franchies pour la réalisation des projets ;
- la sécurisation de la trajectoire des finances publiques et l'émergence d'un Etat responsable ;
- exigence de rentabilité qui impose l'efficacité, l'efficience et la performance dans la mise en œuvre des politiques publiques à travers l'exécution des programmes du MINT, en général, et, en particulier, du programme 602 .

Outre les leçons sus-citées, il n'est pas superflu de mentionner l'importance de l'amélioration du fonctionnement interne de la chaîne de responsabilité en matière de coordination et de suivi de l'exécution des programmes. Les incohérences constatées entre le PPA soumis au CIEP et le produit final sorti du PROBMIS interpellent les animateurs de la chaîne PPBS et surtout les coordonnateurs de programmes à une plus grande implication dans le processus de mise en œuvre et de suivi de l'exécution des programmes.

3.3. PERSPECTIVES 2014

Comme dans le cas du bilan, ces perspectives seront déclinées par programme.

Programme 607: Développement et la réhabilitation des infrastructures de base

Sur le plan du développement et de la réhabilitation des infrastructures de transports, la modernisation des infrastructures se poursuivra au cours de l'exercice budgétaire 2014 par :

- l'augmentation de l'offre de transport ferroviaire, à travers le suivi de la construction de nouveaux tronçons : Edéa-Lolabé, Mbalam-Lolabé, Ngaoundéré-Douala, Douala-Limbé;
- l'acquisition de nouveaux matériels roulants;
- la réalisation d'une étude, en vue de la construction d'un nouvel aéroport international à Kribi;
- le développement et la mise en exploitation des ports en eau profonde de Kribi et de Limbe.

Programme 602 : Amélioration du système de sûreté et de sécurité des différents modes de transports et de la météorologie

Sur le plan de l'amélioration du système de sûreté et de sécurité des différents modes de transport et de la météorologie, les actions envisagées en 2014 consisteront, pour l'essentiel, à :

- continuer à travailler à la mise des aéroports aux normes de sécurité internationale de l'OACI;
- adapter les services d'assistance au sol aux normes IATA;
- mettre les installations portuaires et maritimes en conformité avec le code ISPS et les règlements internationaux;
- produire des données fiables pour des prévisions météorologiques et climatologiques relatives à la sécurité des transports, à l'agriculture et aux autres domaines d'activités socioéconomiques;
- réhabiliter dix-huit (18) stations météorologiques identifiées dans le rapport d'audit de l'ASECNA;
- renforcer les capacités de la Direction de la Météorologie Nationale en ressources humaines, à travers le recrutement, sur concours, de nouveaux personnels, la formation et le recyclage du personnel existant.

Programme 603 : Amélioration des conditions, moyens de travail et promotion de la gouvernance

Sur le plan de l'amélioration des conditions, moyens de travail et promotion de la gouvernance, le Ministère des Transports envisage de continuer à :

- réhabiliter les bâtiments abritant les services centraux et déconcentrés;
- construire de nouveaux bâtiments dans certaines délégations régionales;
- poursuivre les travaux de construction des bâtiments dont les travaux ont été engagés dans les différentes délégations régionales et départementales;

- équiper les bureaux en matériel informatique et en mobilier;
- améliorer le cadre institutionnel et réglementaire;
- renforcer les capacités des personnels;
- intensifier la lutte contre la corruption, à travers les inspections permanentes dans les services centraux, déconcentrés et dans les sociétés sous tutelle.